

DREAL-UD69-SP
DDPP-SPE-FC

ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2024-213
portant mise en demeure
de la société CRMT (Centre de Recherche en Machines Thermiques) à Dardilly

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 1985 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société CRMT (Centre de Recherche en Machines Thermiques) dans son établissement situé 3 chemin de la Brocardière à Dardilly ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées établi suite à sa visite d'inspection réalisée le 17 septembre 2024 sur le site exploité par la société CRMT ;

VU le courrier daté du 11 octobre 2024 adressé à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, lui transmettant le rapport d'inspection susvisé et l'informant du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur la mise en demeure proposée par l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai qui lui était imparti ;

CONSIDÉRANT qu'une visite de l'établissement de DARDILLY (69570) a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- l'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées complet, ni d'un bilan « quantités réceptionnées-quantités délivrées » pour les installations de remplissage de réservoirs de gaz naturel, ni d'un plan général des stockages ;
- l'exploitant n'est pas en capacité de justifier qu'il dispose de l'ensemble des fiches de données de sécurité des matières dangereuses ;
- le compresseur de gaz naturel situé au Sud-Est du site a été à l'origine d'un écoulement d'huile sur son évent du fait d'un dysfonctionnement.

CONSIDÉRANT donc que la société CRMT ne respecte pas pour l'exploitation de son installation de DARDILLY, les dispositions de :

- l'article 46 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'article 3.5 de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1413 ou 4718 de la nomenclature des installations classées.

CONSIDÉRANT que l'origine du dysfonctionnement du compresseur de gaz naturel nécessite des investigations et un rapport d'incident conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, que l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et nuisances pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1

La société CRMT (Centre de Recherche en Machines Thermiques), située 3 chemin de la Brocardière à Dardilly, est mise en demeure, **dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de se conformer aux dispositions de l'article 46 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'article 3.5 de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2003, concernant l'état des matières stockées sur le site et les fiches de données de sécurité des matières dangereuses.

Article 2

La société CRMT, située 3 chemin de la Brocardière à DARDILLY, est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement en transmettant à l'inspection des installations classées un rapport d'incident **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**.

Afin d'en déterminer les causes, l'exploitant réalisera, **dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, une maintenance complète et un diagnostic du compresseur de gaz naturel par une société spécialisée. A l'issue de cette opération, l'exploitant en lien avec cette société spécialisée devra déterminer les causes de l'incident et les mesures à mettre en œuvre pour y remédier de manière définitive. Ces mesures seront mises en place **sous 2 mois** en application de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Article 3

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

Article 6

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Dardilly.